qu'il avait rejeté catégoriquement, en février 1942, toute idée d'alliance franco-belgo-néerlandaise, ainsi que la lui suggéraient ses interlocuteurs américains. Il suivait en cela les conclusions de l'équivalent néerlandais de la C.E.P.A.G. belge. Le Néerlandais Paul Rijkens, directeur de la multinationale Unilever à Londres, avait pris l'initiative, début 1941, de canaliser au sein d'un groupe de travail, l'étude des problèmes de l'après-guerre en créant le *Studie-Groep voor Reconstructie Problemen*. Rijkens avait reçu l'appui actif du Prince Bernhard, qui devint le président d'honneur du *Studiegroep*⁴⁰. Le groupe d'étude était divisé en 25 commissions, composées de fonctionnaires, de ministres et d'hommes d'affaires néerlandais intéressés par les questions internationales⁴¹. Au total, 200 personnalités contribuèrent aux études du *Studiegroep* et onze rapports, adressés au gouvernement néerlandais, furent rédigés entre juillet 1941 et juillet 1945⁴². Deux commissions du groupe d'étude «Rijkens» se chargèrent de l'étude des relations internationales de l'après-guerre et rendirent leurs rapports en mars et mai 1943⁴³. La première commission, présidée par G. Beelaerts van Blokland (ancien premier ministre néerlandais et conseiller de la Reine Wilhelmine), et intitulée *De Organisatie der Statengemeenschap* se chargea de l'étude des formes d'organisation internationale, à caractère régionaliste ou universaliste, nécessaire pour l'après-guerre⁴⁴. Mais la commission opta pour une perspective avant tout juridique et limitée aux principes généraux. Dans ses conclusions, elle rejetait explicitement l'idée d'une fédération européenne⁴⁵. Elle proposait, au contraire, une organisation à caractère universel mais corrigeant les problèmes de prise de décision que la S.D.N. avait connus. Le rapport de la seconde

p. 157-164; H.J. NEUMAN, *Impasse te Londen. Nederlands veiligheidsbeleid 1940-1945*, Utrecht-Anvers, 1990, p. 213-221.

40 P. RIJKENS, *Handel en Wandel. Nagelaten gedenkschriften 1888-1965*, Rotterdam, 1965, p. 99, 112; A.J. BOEKESTIJN, *De Wordingsgeschiedenis van de Benelux 1943-1949*, Amsterdam, 1986, p. 18-19 (mémoire de licence en Histoire inédit).

41 La liste des participants aux commissions a été publiée dans *Studie-Groep voor Reconstructie Problemen. Rapporten Iste Reeks*, Londres, [1945], p. 5-6.

42 P. RIJKENS, «Voorwoord», in *Studie-Groep voor Reconstructie Problemen. Rapporten Iste Reeks*, Londres, [1945], p. 1-3. Une série des rapports est consultable au RIJKSINSTITUUT VOOR OORLOGSDOCUMENTATIE (Amsterdam), *Archief* n° 233, boîte n° 1a, L30-1, n° 1, *Reconstructie rapport van de studiegroep «Rijkens»*.

43 Les rapports des deux commissions furent publiés par les soins de P. Rijkens en 1945, dans la première série.

44 «De organisatie der statengemeenschap», in *Studie-Groep voor Reconstructie Problemen. Rapporten Iste Reeks*, Londres, [1945], p. 7-36. La commission était composée, outre son président, des personnalités suivantes: J.G. de Beus, M. van Blankenstein, A. de Booy, J.E. van Dissel, P.J. Moeton, J.M. de Moor, J.G.M. van de Plassche, W.C. Posthumus Meyjes, H.G.A. Quarles van Ufford, S.G.M. van Voorst tot Voorst.

45 «Volledigheidshalve werd ook het somtijds geopperde denkbeeld onder het oog gezien, dat geheel Europa één statengroep, b.v. een 'Europeesche Federatie' of een 'Vereenigde Staten van Europa', zou vormen. Dit denkbeeld bleek bij geen der leden aanhang te vinden. Algemeen was men van oordeel, dat de tegenstellingen tusschen verschillende deelen van Europa te groot, en de homogeniteit van dit werelddeel te gering, was om het denkbeeld levensvatbaar te doen zijn. Bovendien zou zoodanig samengaan de samenwerking met andere Noord-Atlantische mogendheden minder hecht dreigen te maken.» («De organisatie der statengemeenschap», in *Studie-Groep voor Reconstructie Problemen. Rapporten Iste Reeks*, Londres, [1945], p. 27-28).

de Spaak, confia à la Belgique le soin de négocier au nom de l'UEBL. La position luxembourgeoise vis-à-vis des négociations Benelux se confondait avec les objectifs prônés par la Belgique⁴⁸.

Une commission d'experts travailla sur le projet pendant deux mois, en janvier et février 1943. La délégation belge se composait de Hubert Ansiaux (vice-gouverneur de la Banque Nationale) et du baron René Boël (conseiller du gouvernement et directeur de Solvay). René Boël, nommé conseiller du gouvernement en juillet 1941, travaillait étroitement depuis cette date avec Gutt afin de régler tous les problèmes d'ordre économique et monétaire. La délégation néerlandaise comptait également deux membres: J.W. Beyen et C. De Jongh (conseiller financier du gouvernement des Indes néerlandaises). Ces délégués, originaires des Ministères des Finances des deux pays, collaborèrent étroitement avec les fonctionnaires des Affaires étrangères⁴⁹.

Le 22 mars 1943, Van Den Broek et Gutt discutèrent des résultats des discussions entre experts avec Spaak, Van Kleffens et P.A. Kerstens (ministre néerlandais du Commerce, de l'Industrie et de la Navigation) à la *Patience Room* de l'Hôtel Savoy à Londres⁵⁰. Ils approuvèrent sans difficulté le travail accompli par les experts. Gutt estimait cependant qu'un accord monétaire restait insuffisant pour favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays. Sous son impulsion, les ministres évoquèrent pour la première fois la possibilité de conclure une union économique. Ils décidèrent de confier à leurs experts respectifs (Lamping et Van Langenhove) la réalisation d'une telle union qui devrait être ratifiée par les parlements nationaux, après le retour des gouvernements dans leur pays. Un pas important était donc franchi puisque la résolution des questions monétaires devenait désormais une étape dans la voie de l'union économique. Cependant, il fallut dépasser encore plusieurs obstacles avant la signature de l'accord monétaire: il fut encore l'objet de modifications de détails par les experts, il fut discuté au Conseil des ministres néerlandais. Le gouvernement belge consulta, de son côté, le Conseil Consultatif. Enfin, les gouvernements belges et néerlandais demandèrent l'approbation des Américains et des Anglais avant de procéder à la signature. Toutes ces démarches retardèrent la conclusion de l'accord⁵¹.

48 C. GUTT, *op.cit.*, p. 156-157.

49 J.W. BEYEN, *Het spel en de knikkers. Een kroniek van vijftig jaren*, Rotterdam, 1968, p. 146-147.

50 L. DE JONG, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de tweede wereldoorlog*, t. 9: Londen, La Haye, 1979, p. 653. Cet auteur ne cite aucune source d'archives, ce qui s'avère gênant lorsqu'il attribue un rôle d'initiative joué, aux côtés de J. Van den Broek, par le ministre sans portefeuille néerlandais Michiels, dans la naissance du Benelux. Cette affirmation est probablement infondée.

51 A.E. KERSTEN, *op.cit.*, p. 504-505; *Entretien entre le comte René Boël et Jean Vanwelkenhuyzen, les 14 mai et 8 octobre 1980* (CREHSGM, boîte n° 2).

5. L'opposition du ministre Kerstens au sein du gouvernement néerlandais (avril — mai 1943)

Van Den Broek défendit l'accord monétaire lors du Conseil des ministres du 20 avril 1943. Il insista sur le fait que la conclusion d'une convention monétaire s'inscrivait dans la perspective des relations de l'après-guerre. Cette convention n'excluait en aucune manière des négociations monétaires plus larges avec les autres pays dans le cadre des Nations Unies. Elle constituait au contraire un apport actif de deux petits pays à la normalisation des échanges internationaux dans l'après-guerre. Dès lors, il affirmait être convaincu que la convention monétaire renforcerait la position financière des Pays-Bas⁵². Quant au ministre Van Kleffens, il appuya son collègue en expliquant que la position politique des Pays-Bas en sortirait renforcée. Par contre, Kerstens, ministre du Commerce, se montra critique et avertit ses collègues qu'il allait rédiger une note défavorable au projet de convention⁵³.

Le rapport de Kerstens, daté du 28 avril, retenait quatre raisons importantes rendant, selon lui, impossible la signature de la convention :

- 1° La signature devait nécessairement être approuvée par les Etats-Généraux.
- 2° Une union économique ne pouvait pas être envisagée, le gouvernement néerlandais ne devait promettre qu'une collaboration économique plus étroite, avec éventuellement une communauté tarifaire.
- 3° Le gouvernement néerlandais de Londres ne disposait pas d'une légalité suffisante pour signer un tel accord. Il ne pouvait aller plus loin que la simple étude préliminaire de la question. Seul le nouveau gouvernement formé à la Libération pourrait prendre une décision.
- 4° Une union douanière risquait de provoquer la hausse des droits douaniers vis-à-vis des pays tiers et empêcher le libre-échange.

En réalité, Kerstens essayait de retarder la signature de l'accord parce qu'il s'opposait à l'idée d'une intégration économique avec la Belgique et le Luxembourg⁵⁴.

La note de Kerstens fut discutée au cours du Conseil des ministres du 30 avril 1943. Van Den Broek proposa de signer l'accord à titre temporaire et de rendre son approbation définitive au moment de la consultation du parlement néerlandais. Par contre, Kerstens, Van Kleffens et H.J. Van Mook (ministre des Colonies) furent d'avis que l'accord ne pouvait être mis en

52 Lettre du ministre des Finances au conseil des ministres, 14 avril 1943, discutée lors du conseil des ministres du 20 avril 1943 (ALGEMENE RIJKSARCHIEF (La Haye) (désormais ARA), *Ministerraad, stukken*, boîte 420).

53 P.V. du 20 avril 1943, point 9 (ARA, *Ministerraad, notulen*, boîte 241).

54 Lettre de Kerstens au conseil des ministres, 28 avril 1943 (ARA, *Ministerraad, stukken*, boîte 418).

application qu'après la ratification du parlement. Kerstens estimait que la signature prématurée de l'accord risquait de contrecarrer les efforts multilatéraux de stabilisation internationale des cours du change tels qu'ils étaient négociés à partir des plans de J.M. Keynes et de Harry White. Van Den Broek s'insurgea contre une telle interprétation car la convention monétaire restait parfaitement compatible avec les plans Keynes et White. Mais la manoeuvre dilatoire de Kerstens réussit et le Conseil ajourna sa décision⁵⁵. Le comportement buté de Kerstens rendrait ses relations avec Van Den Broek de plus en plus tendues. Les frictions importantes avec ses collègues se termineraient par sa démission en mai 1944⁵⁶.

Le Conseil des ministres du 11 mai 1943, se déroula en l'absence de Kerstens. Van Den Broek proposa que Van Kleffens fût désigné pour signer la convention. Van Mook exigea cependant que le gouvernement consultât les Etats-Unis afin de vérifier si aucune raison ne s'opposait à la signature, précaution que le Conseil approuva⁵⁷.

Par la suite, Kerstens essayerait encore d'empêcher la signature, en tentant de la postposer à la conclusion des négociations monétaires au niveau mondial, mais il ne serait plus écouté. Entre-temps en effet, ses relations avec ses collègues s'étaient fortement dégradées⁵⁸.

6. La consultation des gouvernements britannique et américain

Les deux partenaires considéraient l'appui de la Grande-Bretagne et surtout des U.S.A. comme absolument indispensable à la signature de la convention monétaire. Les Belges et les Néerlandais n'avaient pas oublié que l'opposition britannique et américaine avait empêché l'application de la Convention d'Ouchy... De plus, les Britanniques et les Américains étaient occupés à négocier les fondements du nouveau système monétaire international, sur base des plans Keynes et White.

En juin 1943, les deux partenaires prirent une ultime précaution afin de se concilier les faveurs américaines. Gutt proposa l'ajout d'un nouvel article, le 14, au texte de la convention. Il le formula de la manière suivante :

«Rien dans la présente Convention ne s'oppose à l'adhésion des Hautes Parties Contractantes à des accords internationaux multilatéraux relatifs à la stabilisation des changes. D'autre part, des pays tiers

55 P.V. du 30 avril 1943, point 13 (ARA, *Ministerraad, notulen*, boîte 241).

56 A.E. KERSTENS, *op.cit.*, p. 506.

57 P.V. du 11 mai 1943, point 3 (ARA, *Ministerraad, notulen*, boîte 241).

58 Pour cause d'incompatibilité d'humeur entre le Premier ministre Gerbrandy et le ministre Kerstens, ce dernier démissionna le 31 mai 1944. J. VAN DEN TEMPEL, *Nederland in Londen. Ervaringen en beschouwingen*, Haarlem, 1946, p. 136-137; A.J. BOEKESTIJN, *op.cit.*, p. 25-27.

pourront adhérer à la présente Convention moyennant l'accord des Gouvernements belge et néerlandais.»

Le texte faisait clairement allusion aux négociations anglo-américaines en cours. Les Néerlandais, qui ne voulaient absolument pas que la convention monétaire Benelux fût un obstacle à la conclusion de traités dans un cadre plus large, acceptèrent facilement cet article.

Afin d'obtenir toutes les assurances, le projet de convention ne fut pas communiqué par la voie diplomatique habituelle. Gutt et Van den Broek, en tant que ministres des Finances, rencontrèrent personnellement leurs collègues américain et britannique pour s'assurer de leur soutien. Ils espéraient également, dans un futur proche, signer un accord monétaire semblable avec l'Angleterre. Gutt voyait loin. Il espérait que l'accord monétaire belgo-néerlandais pût s'élargir à d'autres partenaires, afin de constituer une base sérieuse pour aboutir à un vaste traité monétaire multilatéral. Aux propositions de Gutt, les Américains ne réagirent pas. Ils comptaient en effet sur le plan White. De plus, ils répugnaient, dans tous les domaines, sauf la guerre, à prendre des engagements d'avenir, en raison de la proximité des élections présidentielles de 1944. Les réactions britanniques aux ouvertures de Gutt furent plus pressées, tant au Trésor qu'à la Banque d'Angleterre. Les Britanniques approuvèrent l'accord et ne refusèrent pas, *a priori*, de négocier un accord monétaire avec les Belges. Mais le chancelier de l'Echiquier estimait qu'au niveau international, leurs propositions s'identifiaient au plan Keynes. Gutt rencontra alors Keynes, peu avant son départ pour les Etats-Unis, où, au mois de septembre, il devait rencontrer H. White pour établir le projet de ce qui allait devenir le F.M.I. Keynes fut informé par Gutt du contenu de l'accord monétaire belgo-néerlandais. Keynes approuva l'accord car il s'intégrait parfaitement au nouveau système monétaire international dont il était l'un des principaux promoteurs⁵⁹.

Ni les U.S.A. ni l'Angleterre ni virent donc d'objections à la signature de l'accord. Afin d'apaiser ses craintes de dernière minute, Van Kleffens demanda, en septembre, à Loudon (ambassadeur néerlandais à Washington) de contacter directement Harry White (conseiller du secrétaire d'Etat aux Finances, Morgenthau). H. White confirma à Molekamp (conseiller financier de l'ambassade néerlandaise) qu'une convention monétaire bilatérale ne serait pas un obstacle à l'adhésion au futur système monétaire multilatéral. White rassura donc les Néerlandais. Il ne voyait, d'ailleurs, aucun inconvénient à la publication dans la presse anglaise du contenu de l'accord⁶⁰.

59 En octobre 1943, Gutt expliqua ses projets dans une lettre à Jef Rens, conseiller et ami de Paul-Henri Spaak (CREHSGM, *Archives Rens*, PR 5, n° 163).

60 Télégramme de Van Kleffens à Loudon, 27 septembre 1943; Télégramme de Loudon à Van Kleffens, 29 septembre 1943 (MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN (La Haye) (désormais BZ), *Londens Archief*, *Groot Archief*, EZ/CHZ F 75, boîte 240, 6083 GA; 6032 GA).

7. L'avis du Conseil Consultatif (septembre 1943)

Dès le 22 juillet 1940, une organisation regroupant les parlementaires réfugiés à Londres fut créée, sous le nom d'Office Parlementaire Belge (O.P.B.), présidé par Camille Huysmans. Au moment même où l'autorité gouvernementale se diluait sur les routes de France, l'Office organisa à l'intention des Belges réfugiés en Grande-Bretagne une permanence de parlementaires. Lorsque Gutt et De Vleeschauwer arrivèrent à Londres le 8 août, ils furent mis en présence d'un groupe parlementaire organisé, prêt à prendre le pouvoir laissé vacant par l'indécision des ministres. A la fin de l'année 1940, les relations entre le gouvernement des quatre et les parlementaires restaient tendues. Le 26 novembre, Pierlot réunit pour la première fois les parlementaires. Ceux-ci exigèrent des relations institutionnalisées et un contrôle parlementaire de l'exécutif. Les ministres devaient faire preuve à cet égard de mauvaise volonté. Il faudrait un an pour aboutir à un projet de statut du Conseil Consultatif, que le gouvernement refuserait d'abord de publier... Le 11 février 1942, puis le 20 mai 1943 paraîtraient les arrêtés attendus, après bien des réclamations. Le Conseil Consultatif commencerait à fonctionner le 4 mai 1942⁶¹.

Le Conseil se réunit mensuellement au cours de la seconde moitié de la guerre. Les députés, les sénateurs, les anciens ministres et quelques personnalités dont les avis méritaient d'être entendus firent partie de droit du Conseil Consultatif⁶². Il examinait les projets d'arrêtés élaborés par le gouvernement. Le Conseil pouvait poser des questions au gouvernement et demander des renseignements, notamment d'ordre budgétaire. Les ministres exposaient au Conseil les grandes lignes de la politique qu'ils suivaient.

61 J. GOTOVITCH, «Camille Huysmans et la seconde guerre mondiale. Londres 1940», in *Bijdragen tot het Camille Huysmansonderzoek*, Anvers, 1971, p. 136, 151; *Entretien entre le comte René Boël et Jean Vanwelkenhuyzen, les 8 octobre et 14 mai 1980* (CREHSGM, boîte n° 2).

62 Les personnalités suivantes firent partie du Conseil Consultatif : BALTHAZAR (ministre des Communications), BAUDEWIJNS (directeur de la Banque Nationale), BIGWOOD (professeur à l'ULB), I. BLUME (membre de la Chambre), R. BOEL (conseiller de gouvernement), BONDAS (sous-secrétaire d'Etat au Travail), BUISSET, M. Buset (membre de la Chambre), C.-A. D'ASPREMONT-LYNDEN, L. DE BROUCKERE (professeur à l'ULB), V. DE LAVELEYE (ancien ministre), DELFOSSE (ministre de la Justice), A.E. DE SCHRIJVER (ministre de l'Intérieur), A. DE VLEESCHAUWER (ministre des Colonies), DONNAY (administrateur délégué de la Banque Belge pour l'étranger, secrétaire-trésorier de la Croix-Rouge de Belgique), A. GAILLY (membre de la Chambre), R. GILLON (président du Sénat), GODDING, C. GUTT (ministre des Finances), J. HOSTE (sous-secrétaire d'Etat à l'Instruction), C. HUYSMANS (vice-président du Conseil Consultatif), C.-E. JANSSEN (membre de la Chambre), M.-H. JASPAR (ancien ministre), JOASSART (ancien sous-secrétaire d'Etat), KOELMAN (membre de la Chambre), P. KRONACKER (sénateur), A. MARTEAUX (membre de la Chambre), MOELLER (conseiller de gouvernement, ancien gouverneur du Congo Belge), R. MOTZ (membre de la Chambre), H. PIERLOT (premier ministre), J. RENS (conseiller de gouvernement), RICHARD (sous-secrétaire d'Etat au Ravitaillement), H. ROLIN (sénateur), F. VAN CAUWELAERT, W. VAN REMOORTEL, SAINTE, P.H. SPAAK (ministre des Affaires étrangères), TSCHOFFEN (conseiller d'Etat), P. VAN ZEELAND (ancien ministre), A. WAUTERS (ancien ministre), J. WAUTERS (directeur de la Banque du Congo Belge), E. YERNAUX (sénateur) (CREHSGM, *Papiers Rens*, PR 5, n° 166; *Inbel*, n° 996).

Prudents, ils évitèrent cependant d'y poser la question royale, certains membres du Conseil, représentant la gauche socialiste, étant ouvertement républicains (Buset et Gailly). Gutt soumettait au Conseil des budgets établis avec rigueur. Les rapports de la C.E.P.A.G. y furent également discutés⁶³.

Vers la fin du mois de septembre 1943, le gouvernement soumit, pour avis, le projet de convention monétaire Benelux, au Conseil. Gutt fut probablement chargé d'expliquer la portée de l'accord. Ce fut, selon Isabelle Blume, l'une des questions les plus graves discutées au Conseil. Pierlot exigea le secret absolu. Mais certains membres ne savaient pas tenir leur langue. Ce qui explique les fuites constatées dans la presse alliée de l'époque, annonçant pour imminente la conclusion d'une convention néerlandais-belgo-luxembourgeoise importante. Les membres du Conseil ne comprirent, semble-t-il, pas immédiatement qu'il s'agissait d'un texte engageant leur pays dans la voie d'une union économique avec les Pays-Bas. La majorité ne critiqua guère le contenu de l'accord. Le Conseil ne s'opposait d'ailleurs jamais à un projet gouvernemental. Les membres qui n'étaient pas d'accord se contentaient de s'abstenir lors du vote. Ainsi, les socialistes de gauche (Max Buset, Arthur Gailly et Isabelle Blume) s'opposèrent à l'accord et s'abstinrent lors du vote. Le Conseil étant un organe consultatif, cela n'entraîna guère de conséquences.

Au cours d'une interview qu'elle accorda à J. Gotovitch, Isabelle Blume⁶⁴ expliqua son refus du Benelux dès 1943 pour deux raisons. La première critique visait la fixation du taux de change entre le franc et le florin qui favorisait, selon elle, les Pays-Bas :

«A partir de ce moment-là, j'ai compris et j'ai voté toujours contre Benelux, contre le Pacte Atlantique, contre l'Europe... Je ne me suis pas rendue compte qu'on nous faisait faire ça à un moment où la Hollande était déjà extrêmement handicapée avec sa colonie indonésienne, et qu'elle avait la prétention de maintenir sa monnaie forte par rapport à la nôtre, le florin valait ce qu'il valait, et elle ne voulait pas perdre, du point de vue financier, elle ne voulait pas une baisse du taux de sa monnaie. Et au fond, nous avons voté l'équivalence.»

Cette première critique était partiellement fondée, la fixation du taux de change ayant été une des difficultés rencontrées par les négociateurs. Le

63 W. GANSHOF VAN DER MEERSCH, «Enkele juridische aspecten van de actie der regering tijdens de oorlog 1940-1944», in *Liber Amicorum A.E. De Schrijver*, Anvers, 1968, p. 398-399; M.H. JASPAR, *Souvenirs sans retouche*, t. 1, Paris, 1968, p. 463; J.C. RICQUIER, «Auguste De Schrijver: souvenirs politiques et autres», in *Revue Générale*, n° 6-7, 1982, p. 24.

64 Isabelle Blume, député socialiste de Bruxelles depuis 1936, s'était distinguée par son action en faveur des enfants espagnols au cours de la guerre civile. Elle était devenue la bête noire des rexistes et figurait sur les listes noires des Allemands. Spaak lui conseilla de fuir la Belgique en mai 40. Elle arriva à Londres en même temps que C. Huysmans, un autre anti-fasciste notoire; M.H. JASPAR, *Souvenirs sans retouche*, p. 449; J. RENS, *Ontmoetingen*, p. 45-47.

rejet de la constitution de blocs dans les relations internationales de l'après-guerre, aboutissant à une confrontation avec l'U.R.S.S. stalinienne, constitue la seconde raison. I. Blume voyait dans le Benelux «la première application du commencement d'une politique européenne qui voulait s'opposer aux Soviets»⁶⁵. Benelux signifiait pour la militante socialiste un rapprochement entre la Belgique et les États-Unis, confirmé plus tard par l'accord secret sur l'uranium congolais. I. Blume était une femme d'une grande bonté mais très doctrinaire. Pendant la guerre, elle s'opposa souvent à la politique étrangère suivie par Spaak, qui était tout le contraire d'un doctrinaire⁶⁶. A Londres, au sein du Conseil Consultatif, s'esquissa donc déjà l'opposition de l'extrême gauche (socialiste et communiste) au Benelux, et à la construction européenne en général, qui deviendra caractéristique des débats parlementaires au cours de la guerre froide...⁶⁷

8. Le contenu de l'accord monétaire

La convention monétaire Benelux serait finalement signée le 21 octobre 1943 dans une ambiance pleine d'espérance. A l'issue du déjeuner organisé à l'Hôtel Savoy de Londres pour célébrer la conclusion de cet accord, les ministres présents marquèrent leur volonté de poursuivre l'effort en direction d'une union douanière⁶⁸.

La convention fixait le taux de change entre le franc belge et le florin. Le florin, légèrement dévalué, équivalait à 16,52 francs belges. Cent francs belges permettaient d'obtenir 6,053 florins. Ce taux, qui serait utilisé pendant la guerre, resterait le même jusqu'à la dévaluation de septembre 1949. Il ne pouvait être modifié sans un accord préalable entre les deux gouvernements. Il définissait également un *clearing* bilatéral mais sans définition de plafond. Le *clearing* permettait, en principe, d'empêcher les difficultés monétaires de nuire au trafic commercial entre les Pays-Bas et l'U.E.B.L. Chaque pays consentait à son partenaire un crédit de 1 milliard de FB (ou 60,5 millions de florins), au taux officiel. La Banque nationale de Belgique et la *Nederlandsche Bank* comptabilisaient les paiements à effectuer en florins et en francs belges. Le solde en était apuré mensuellement par le pays débiteur qui acquérait la monnaie de son créancier contre cession de sa propre monnaie. L'apurement du solde ne pouvait se réaliser en devises étrangères sans l'accord du pays créancier. Si les marges de crédit précitées étaient dépassées, les deux pays devaient examiner les mesures à prendre pour supprimer le déséquilibre. La partie débitrice par solde pourrait procéder à des remboursements en or ou en devises étrangères agréées par le créancier. Enfin, les deux gouvernements s'assuraient une consultation réciproque au sujet de leurs politiques

65 Interview d'Isabelle Blume par José Gotovitch, en juillet 1967 (CREHSGM, boîte n° 4).

66 Interview de Jef Rens par Jean Vanwelkenhuyzen, les 22 et 24 février 1982 (CREHSGM, boîte n° 27 et 32).

67 Voir aussi à ce sujet, J. GOTOVITCH, *Isabelle Blume. Entretiens*, Bruxelles, 1976, p. 155.

68 J.C. RICQUIER, «Souvenirs d'un Secrétaire général des Affaires étrangères: Fernand Vanlangenhove», in *Revue Générale*, 1981, n° 6-7, p. 19.

économiques et financières respectives. L'idée d'une entente économique plus étroite à long terme apparaissait donc en filigrane. L'accord bilatéral restait même ouvert aux pays tiers.

Les gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois furent les premiers à se préoccuper de leurs relations financières d'après-guerre. L'accord monétaire d'octobre 1943 innovait sur plusieurs points: fixation d'un taux de change fixe, consultation préalable en cas de modification des cours, facilités de crédits entre partenaires. Jusqu'alors, le jeu normal du marché, avec transferts éventuels d'or, prévalait dans les paiements internationaux. Seuls les accords de *clearing* conclus pendant la guerre entre l'Allemagne d'une part, la Suisse et la Suède d'autre part, s'en rapprochaient sous plusieurs aspects. Si l'accord néerlandais-belgo-luxembourgeois, premier du genre, resta le seul de son espèce jusqu'à la fin des hostilités, il servit par la suite de modèle à un nombre considérable de conventions. A la fin de 1947, on dénombrait plus de 200 accords de paiements bilatéraux s'inspirant de l'accord Benelux! En fait, celui-ci inaugurerait ce que le langage monétaire de l'ère Bretton Woods baptiserait les «accords à compte double», c'est-à-dire prévoyant une comptabilisation des opérations dans les monnaies des deux partenaires⁶⁹.

9. Les réactions dans la presse alliée

Inbel, l'agence de presse officielle du gouvernement belge à Londres, annonça la conclusion de l'accord monétaire le jour de sa signature, le 21 octobre 1943. Mais dès le mois de septembre, le *Financial News* avait annoncé l'imminence de la signature. Les journaux alliés accueillirent la signature de l'accord monétaire avec intérêt. Tous soulignèrent le lien existant entre cette convention et les négociations anglo-américaines qui avaient lieu au même moment à Washington, sur base des plans Keynes et White. Même si l'accord monétaire n'était pas prévu dans le plan Keynes, il restait compatible avec lui. Les articles insistaient sur l'importance de l'accord en tant que contribution au nouvel ordre économique international car il prévoyait une stabilisation du cours des monnaies nationales. L'accord fut immédiatement compris comme une première étape vers la conclusion d'une union économique. Il constituait donc un acte de poids pour la reconstruction des deux pays dans l'après-guerre. Le *Financial Times* signala que les milieux financiers de la City avaient accueilli avec grande satisfaction la nouvelle, mettant en évidence la nécessité de dépasser les politiques nationalistes des Etats. La City considérait l'accord comme un exemple pour les autres nations. Le journal *Vrij Nederland*, dans un article du 25 septembre préconisa la création d'une fédération de petits Etats en Europe, afin de résister à l'emprise des grandes nations. Dès le 16 octo-

69 N. ROLLMANN, *Les relations monétaires entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg*, Luxembourg, 1964, p. 110-111; R. SIMONIS, «Les règlements internationaux de 1939 à nos jours», in *Revue de la Banque*, 1984, n° 4-5, p. 16-17. Le texte de l'accord monétaire a été édité dans F. BAUDHUIN, *Code économique et financier*, t.2, Bruxelles, 1954, p. 995-1011.

bre 1943, soit quelques jours avant la signature, il avait été l'un des premiers à se réjouir d'une collaboration étroite belgo-néerlandaise. Il avait même suggéré la possibilité d'une alliance militaire belgo-néerlandaise destinée à créer une armée commune ⁷⁰.

10. Les déclarations officielles

Les dépêches d'Inbel nous renseignent également sur les réactions officielles à l'annonce de l'accord belgo-néerlandais.

Le 27 octobre 1943, quelques jours après l'annonce officielle de la coopération monétaire belgo-néerlandaise, les Américains réagirent favorablement. Bien entendu, ils avaient déjà été contactés avant la signature par les deux gouvernements. Le Trésor américain, Harry White en tête, considérait que des accords de ce genre contribuaient grandement à la stabilisation des monnaies et à la reprise d'un commerce international sain. En tant que manifestation, entre nations voisines, de l'esprit de coopération en matière monétaire internationale, la convention coïncidait avec les préoccupations du secrétaire d'Etat Morgenthau pour des régions plus étendues. Les Américains soulignaient également que l'accord faciliterait les efforts en vue d'atteindre une entente plus large. Il s'agissait évidemment d'une allusion aux négociations anglo-américaines en cours.

Il fallut attendre encore un mois pour obtenir une déclaration officielle britannique à ce sujet. Début novembre, le chancelier de l'Echiquier, sir John Anderson, fut interpellé à la Chambre des Communes à propos de l'accord financier Benelux. Il déclara à cette occasion avoir été informé des pourparlers. Au nom du gouvernement britannique, il exprima sa satisfaction puisqu'il s'agissait d'une preuve supplémentaire de coopération étroite et effective entre gouvernements alliés, établis temporairement en Grande-Bretagne. La convention serait une base des plus fructueuses pour le rétablissement des relations économiques en Europe après la guerre ⁷¹.

Le 26 octobre 1943, C. Gutt prononça un discours à la B.B.C. afin d'annoncer à la Belgique occupée l'existence de l'accord financier du 21 octobre et d'en expliquer le contenu. Il y affirmait explicitement que l'accord visait la création d'une union économique. L'accord financier prévoyait déjà que les gouvernements devraient régulièrement se consulter afin de coordonner leurs politiques économiques et financières. Le taux de change entre le franc belge et le florin avait été déterminé en fonction de la parité d'avant-guerre car les renseignements parvenant aux deux gouvernements montraient une incidence économique comparable de la

70 CREHSGM, *Archives Rens*, PR 5, n° 163; *Inbel*, n° 97. On y trouve les articles suivants: «Dutch-Belgian Monetary Pact?», in *Financial News*, 23/9/1943; *Yorkshire Observer*, 16/10/1943; «Belgo-Dutch Pact Monetary Accord», in *The Financial Times*, 21/10/1943; «The Dutch-Belgian Agreement», in *The Times*, 22/10/1943; «Step by Step», in *Notts Journal*, 22/10/1943; «L'accord monétaire belgo-hollandais», in *France*, 23/10/1943.

71 Dépêches des 21 et 27 octobre et du 4 novembre 1943 (CREHSGM, *Inbel*, n° 1115).

guerre dans les deux pays. Il annonçait également l'existence de négociations visant la conclusion d'un accord économique à caractère transitoire, dont l'application devrait être approuvée par le Parlement. Il soulignait enfin que la convention hollando-belge s'accordait parfaitement avec les plans Keynes et White préparant la création d'un nouveau système monétaire international. Les Belges, les Luxembourgeois et les Néerlandais étaient en fait tous partisans d'une solution multilatérale aux problèmes monétaires. Gutt expliqua à ses auditeurs qu'en juin 1943, il avait participé avec son collègue néerlandais Van den Broek et le Luxembourgeois Dupong aux entretiens préliminaires de Washington au cours desquels avaient été examinées les propositions britanniques et américaines. Dès octobre 1943, l'existence d'une entente étroite néerlandobelgo-luxembourgeoise pouvant aboutir à la création d'une union économique pouvait donc être connue de l'opinion publique belge en territoire occupé⁷².

Le 25 novembre 1943, un autre membre du gouvernement belge, Julius Hoste (sous-secrétaire d'Etat à l'Education) fut amené à prendre la parole au sujet de l'accord financier Benelux. Il exposa le contenu de l'accord à un auditoire anglophone, à l'Université de Londres. Dans son discours, il développa à nouveau le thème du rôle des petits pays dans le monde de l'après-guerre. Prenant l'accord monétaire à témoin, il estima que les petits pays disposaient de la même capacité que les grandes nations pour résoudre les difficultés économiques. En effet, ne pas être étranglé par des tarifs protectionnistes constituait une condition vitale pour les petits pays. L'accord monétaire devait être envisagé dans la perspective de la nécessaire stabilisation monétaire internationale. L'accord monétaire, ainsi que le précisait son article 14 :

«is perfectly adapted to the Keynes and White plans, and it is certain that the Dutch, the Belgians and the Luxembourgers will willingly cooperate in the establishment of a great international understanding among the United Nations on the monetary plane, with all the beneficial effects on economic affairs that may result from such an understanding»⁷³.

Les réactions officielles étaient donc particulièrement positives. Remarquons l'insistance particulière mise par les ministres à lier la réussite d'une vaste multilatéralisation monétaire à des accords financiers bilatéraux. Mais, celui conclu entre les trois petits pays de l'Europe du Nord comportait en plus une union économique potentielle, ce que les journalistes de l'époque avaient immédiatement compris.

72 Discours de C. Gutt à la Radiodiffusion nationale de Londres, 26 octobre 1943 (CREHSGM, *Inbel*, n° 1001).

73 Discours de J. Hoste, sous-secrétaire d'Etat à l'Education, à l'Université de Londres, 25 novembre 1943 (CREHSGM, *Inbel*, n° 1005).

II. LA CONVENTION DOUANIERE BENELUX (1943-1944)

1. Les réticences des experts

A l'issue de la réunion du 22 mars 1943, les gouvernements confièrent la préparation d'une union douanière, à deux fonctionnaires: le Belge F. Van Langenhove (secrétaire général des Affaires étrangères) et le Néerlandais A.Th. Lamping (directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce et de l'Industrie). Or, ils étaient tous deux extrêmement sceptiques au sujet d'une union douanière belgo-néerlando-luxembourgeoise.

Pour Van Langenhove «élaborer une union douanière dans ces conditions était une gageure»⁷⁴. Van Langenhove avait exercé pendant plusieurs années les fonctions de directeur des accords commerciaux au Ministère des Affaires étrangères et avait collaboré à ce titre avec l'administration des Douanes. Il s'était donc familiarisé avec les questions tarifaires, particulièrement celles qui se posaient au sein de l'UEBL.⁷⁵

Dans une note rédigée avant la signature de l'accord monétaire d'octobre 1943, par un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères belge, probablement Van Langenhove, la perspective d'une union douanière néerlando-belgo-luxembourgeoise était écartée. L'auteur constatait qu'un rapprochement économique entre la Belgique et les Pays-Bas avait toujours été souhaité par une grande partie des populations belge et néerlandaise, nonobstant l'opposition des milieux agricoles belges. La période de l'immédiat après-guerre serait particulièrement propice à des mesures de rapprochement, du fait de la rupture des courants économiques normaux. Le sentiment, en Belgique occupée, à propos d'une telle union, était mal connu. Il n'avait probablement pas changé: les industriels y restaient favorables, par contre, les agriculteurs y étaient opposés. Les milieux wallons risquaient d'y voir une menace pour leur culture. Aux Pays-Bas, dans les milieux administratifs de La Haye, l'idée d'une entente plus étroite semblait avoir progressé sensiblement. L'union douanière devait se concevoir comme un groupement ne compromettant pas la réalisation d'une entente plus large. L'auteur conseillait la prudence dans une union avec les Pays-Bas. Il était d'avis qu'il fallait se limiter à des conversations préliminaires, voire à un accord de bonne volonté mutuelle, tant que la situation économique de l'après-guerre n'était pas complètement éclaircie. L'auteur considérait la conclusion d'une union douanière comme impossible car elle supposait la réalisation d'un tarif douanier commun. Or, ce tarif devait être établi en consultant les industries, ce qui n'était pas envisageable. Celles-ci éprouveraient des difficultés à se prononcer car il n'était pas possible de connaître les conditions économiques de l'après-guerre. De plus, il fallait

74 F. VANLANGENHOVE, *La sécurité de la Belgique*, p. 93-94.

75 F. VANLANGENHOVE, *op.cit.*, p. 90-91.

«constater l'évolution divergente de certaines tendances dans les deux pays, les Hollandais étant accoutumés à un interventionnisme et à une réglementation beaucoup plus poussés de la part de l'Etat, étant d'ailleurs sur le plan de la doctrine économique et monétaire fort rigides et orthodoxes, alors que les Belges restent foncièrement défiants à l'égard de l'interventionnisme et paraissent plus ouverts aux idées modernes».

Dans les circonstances de l'immédiat après-guerre, il était même peu vraisemblable qu'une union étroite des deux pays exerçât une action efficace sur l'amélioration de leur approvisionnement. Enfin l'auteur concluait en affirmant :

- «1) Un rapprochement économique étroit est dans l'intérêt des deux pays.
- 2) Il n'est pas opportun au stade actuel de dépasser les mesures préliminaires (accord de principe, études préparatoires).
- 3) Il est impossible d'analyser avec exactitude dans les circonstances actuelles les réactions d'opinion susceptibles de se produire dans chacun des deux pays.»

Bref, même si ce document contenait quelques remarques pertinentes, il était empreint d'une attitude prudente, attentiste, minimaliste. Si cette note, dont l'auteur était probablement Van Langenhove, avait été suivie à la lettre par les ministres, le Benelux n'aurait jamais existé ! Heureusement, certains ministres londoniens, tels Gutt et Spaak, étaient suffisamment courageux pour ne pas toujours suivre ce que leur conseillaient leurs «experts»⁷⁶.

Lamping fit rapport sur ses conversations avec Van Langenhove au Conseil des ministres néerlandais du 20 avril 1943. Il y défendit un point de vue assez proche de celui déjà défini par Van Langenhove dans sa note de juillet 1942. Lamping s'opposait au retour à la situation d'avant-guerre. Il constatait que les économies de la Belgique et des Pays-Bas étaient complémentaires⁷⁷. L'industrie belge produisait moins cher que l'industrie néerlandaise, tandis que l'agriculture néerlandaise produisait moins cher que l'agriculture belge. Lamping considérait que l'accord monétaire ne résolvait pas automatiquement tous les problèmes d'échanges commerciaux, même avec un crédit mutuel de 1 milliard. Les Pays-Bas continueraient, comme auparavant, à importer plus de Belgique que l'inverse. Il signalait en plus un certain nombre d'obstacles à la réalisation d'une union douanière :

76 *Benelux Dossier Général 1943-mars 1949*, note de 1943 (MINISTÈRE BELGE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Bruxelles) (désormais AMAE), n° 5129).

77 Cette affirmation de la complémentarité des économies néerlandaise et belge était une opinion courante dans les milieux officiels de l'époque. Ce qui s'avérera sans fondements après la guerre. Dans sa thèse de doctorat, M. Weisglas est le premier économiste à contester la prétendue complémentarité des trois économies. M. WEISGLAS, *Benelux Van nabuurstaten tot uniepartners*, 2e éd., Amsterdam-Bruxelles, 1949, p. 15-17.

- L'établissement d'un tarif douanier commun exigeait l'approbation des Etats-Généraux. La convention douanière pouvait même rendre nécessaire une révision de la Constitution.
- Le tarif douanier nécessitait le choix d'une nomenclature. Il supposait une politique commerciale commune. Tous les traités avec les pays tiers devraient être revus.
- L'union soulevait également la question de l'uniformisation des accises.

Lamping n'était donc pas très encourageant, il ne soulevait que des problèmes à caractère technique mais sans préciser les avantages économiques d'un grand marché ⁷⁸.

Heureusement, la plupart des ministres étaient conscients de l'importance politique d'une union douanière pour permettre aux petites nations de continuer à jouer un rôle dans le monde de l'après-guerre. Ils ne se laissèrent pas trop influencer par les obstacles techniques que leur brandissaient leurs experts.

2. Les consultations en Belgique occupée

En avril 1943, Lamping et Van Langenhove se mirent d'accord sur la nécessité de consulter, par l'intermédiaire des services de renseignements, les milieux industriels et les experts en Belgique et aux Pays-Bas occupés. Cette consultation était nécessaire pour établir le niveau des nouveaux droits du tarif douanier commun. Les droits tarifaires constituent en effet le résultat d'un savant dosage où intervient notamment la nécessité de protéger des secteurs industriels en difficulté qui demandent souvent des droits protectionnistes pour leurs produits ⁷⁹.

A Londres, à partir de 1941, le gouvernement belge était très bien informé de la situation économique et financière de la Belgique occupée. Les services de renseignements belges fonctionnaient remarquablement bien. Grâce à «Gilles», à «Clarence», à «Zéro» et à «Tournay», le gouvernement reçut une documentation complète relative à la situation politique et économique du pays. Maintes fois, il fut répondu de façon précise à des questionnaires communiqués par Londres et des enquêtes sur un objet déterminé furent menées à la demande du gouvernement. A cette documentation s'ajoutait la transmission des journaux clandestins et censurés. Tout cet ensemble permit au gouvernement d'élaborer les dispositions légales à prendre lors de la Libération ⁸⁰. C'est de cette manière que Gutt et H. Ansiaux purent rédiger les arrêtés de la réforme monétaire de 1944 en travaillant en étroite collaboration avec des personnalités de la Banque Nationale et de la Trésorerie restées à Bruxelles! A Londres, la Sûreté de

78 Note de Lamping du 20 avril 1943 (ARA, *Ministerraad, stukken*, boîte n° 418).

79 Un article très éclairant sur les compromis nécessaires pour la réalisation d'un tarif douanier commun est celui de J.B. DE SMEDT, «Politique douanière et intégration européenne», in *Chronique de Politique Etrangère*, 1971 n° 1, p. 155.

80 H. BERNARD, *La résistance 1940-1945*, Bruxelles, 1968, p. 77-78.

l'Etat répartissait entre les ministères intéressés les renseignements qui lui parvenaient. C'est par cette voie que transitait les informations économiques et financières nécessaires pour les négociations relatives au futur Benelux⁸¹.

2.1. LE ROLE MAJEUR JOUE PAR LE COMTE SNOY ET D'OPPUERS

Le comte J.-C. Snoy et d'Oppuers⁸² entra rapidement dans la Résistance et se mit immédiatement à rassembler des renseignements à caractère économique. Dès 1941, il envoyait régulièrement des rapports par microfilms, grâce aux réseaux de renseignements «Gilles» et «Tournay». Ainsi, grâce à ses nombreuses relations, il put rapidement constituer un réseau regroupant des personnalités provenant de divers milieux dirigeants: diplomates des Affaires étrangères, professeurs d'université, banquiers. Il put également compter sur l'aide de jeunes économistes, par exemple, qui travaillaient dans le cadre de la Société Royale d'Economie Politique⁸³.

Or, dès octobre 1942, le réseau «Tégal» reçut du gouvernement belge de Londres un questionnaire relatif à l'union douanière belgo-hollandaise, posant les deux questions suivantes:

«1. Pourrait-on nous envoyer les conclusions de l'étude entreprise il y a quelques années par le C.C.I. sur le sujet cité? 2. Ces conclusions seraient-elles toujours de circonstances aujourd'hui?»⁸⁴.

À qui ces questions étaient-elles adressées?

Au cours de la seconde moitié de la guerre, lorsqu'à partir du début de 1943 la confiance en la victoire alliée se renforça, de nombreux groupes d'études, petits et grands, se préoccupèrent, en Belgique occupée, de l'avenir de la nation. La politique économique et financière faisait l'objet d'études approfondies mais en ordre dispersé. La Société Royale d'Economie Politique formait probablement le groupe le plus actif et le plus important. La Société d'Economie Politique poursuivit, au cours des années 1942-

81 G. DE LOVINFOSSE, *Au service de leurs majestés*, p. 97; J.C. RICQUIER, «Auguste de Schrijver: souvenirs politiques et autres», in *Revue Générale*, 1982 n° 6-7, p. 23-24; J.C. RICQUIER, «Entretiens avec Hubert Ansiaux», in *Revue Générale*, 1985 n° 4, p. 6-7; P. VERMEYLEN, *Mémoires sans parenthèses*, Bruxelles, 1985, p. 75.

82 Le comte Jean-Charles Snoy et d'Oppuers, secrétaire général du Ministère des Affaires économiques, revint en Belgique le 6 juillet 1940, à la tête d'une colonne des Affaires économiques comprenant une quarantaine d'agents et de fonctionnaires. Le 5 août, malgré ses protestations, l'occupant lui interdit de continuer à exercer ses fonctions et il fut mis à la retraite d'office. Victor Leemans, un homme qui avait la confiance des Allemands, le remplaça à la tête des Affaires économiques. Sur le rôle du comte Snoy au cours de la seconde guerre, on peut consulter: Th. GROSBOIS, «L'Europe vécue, pensée et en action du comte Jean-Charles Snoy et d'Oppuers avant 1945», in *Lettre d'information des historiens de l'Europe contemporaine*, 1989 n° 3-4, p. 151-179.

83 KADOC (Leuven), *Papiers Snoy et d'Oppuers*, 1.1.1.3.

84 CREHSGM, *Archives Tégal*, document n° 802, questionnaire n° 155.

1943, des études relatives aux problèmes économiques et financiers qui se poseraient à la Belgique après la fin des hostilités⁸⁵. Les travaux de la Société d'Economie Politique furent coordonnés par le Groupement d'études économiques avec ceux élaborés au sein de quatre autres centres: le Centre d'Etudes bancaires, l'Institut Belge des Finances publiques, la Chambre de commerce d'Anvers, la Commission Belge d'Etude et de Documentation (C.B.E.D.)⁸⁶. L'ensemble de ces travaux fit l'objet d'un résumé, intitulé *La politique économique d'immédiat après-guerre* qui fut envoyé à Londres en 1943. Les études de ces centres ne portèrent guère sur les problèmes posés par la réalisation d'une union douanière entre l'UEBL et les Pays-Bas, sauf au sein de la C.B.E.D. Mais plusieurs personnes qui avaient travaillé dans ces groupes jouèrent un rôle dans les négociations Benelux de l'après-guerre⁸⁷.

85 Les personnalités suivantes participèrent à ces travaux: L.C. Amaye, F. Baudhuin, P. De Groote, H. Fuss, G.L. Gerard, P. Goldschmidt, A. Le Bon, M. Nokin, F.A. Smets, J. Steels, M. Vilain.

86 Dans le cadre du Centre d'Etudes bancaires, des notes rédigées par J. Gooris, R. Lenoir, L. Mestreit, F.A. Smets, F.H. Teirlinck, A. Timmermans, J. Vauthier concernaient la politique financière et bancaire. Dans le cadre de l'Institut Belge des Finances publiques, J. Jussiant, T. Roger, P. Van der Rest et M. Masoin écrivirent des travaux relatifs aux finances publiques, la politique économique et la dette publique. Deux documents furent établis au sein de la Chambre de commerce d'Anvers: l'un, de J. Jussiant, sur les problèmes économiques de l'après-guerre (juillet 1942), l'autre, de Dupriez, sur la politique du volume de l'emploi (juin 1942).

87 Le plus important d'entre eux, Max Suetens, membre du groupe de la Rue d'Egmont, deviendra, après-guerre, en tant que directeur général du commerce extérieur du Ministère des Affaires étrangères, un membre influent de la Réunion des présidents des Conseils et du Conseil de l'Union Economique du Benelux, où il secondera efficacement son ami, le comte Snoy, Président de la délégation de l'UEBL. Il participera à toutes les conférences ministérielles Benelux de l'après-guerre. Adhémar Le Bon, haut fonctionnaire à l'administration des Douanes, avait rédigé une note, destinée à la Société d'Economie Politique, sur la réglementation des importations, des exportations et du transit dans l'après-guerre. Il deviendra l'un des principaux rédacteurs du tarif douanier commun Benelux, en tant que président de la délégation de l'UEBL, au Conseil Administratif des Douanes du Benelux. En fait, la présence de ce fonctionnaire extrêmement compétent aurait été des plus utiles à Londres lors de la négociation de la convention douanière. Aimé Wibail, membre du groupe de la Rue d'Egmont, deviendra, en tant que directeur général du Service d'études du Ministère des Affaires économiques, l'un des fonctionnaires belges les plus actifs au sein des Commissions et des Conseils du Benelux. Fernand Muuls, membre du groupe de la Rue d'Egmont, sera, en tant que juriconsulte du Ministère des Affaires étrangères, président de la délégation de l'UEBL à la Commission chargée de la préparation de l'Instrument et à la Commission permanente de coordination de la politique commerciale. A ce titre, il sera le principal rédacteur du projet de Traité d'union économique Benelux de 1950 et jouera un rôle capital dans l'attitude commune adoptée par les pays du Benelux dans les principales négociations internationales et dans les grandes organisations internationales des années 40-50. Le baron Henri de Traux de Wardin, membre du groupe de la Rue d'Egmont et ministre plénipotentiaire aux Affaires étrangères, participera à quelques réunions du Conseil Administratif des Douanes du Benelux. Tous ces fonctionnaires feront partie de «l'écurie» Snoy, qui, après-guerre, saura utiliser leurs compétences pour combattre les protectionnismes nationaux et promouvoir l'unité européenne. De cette manière se profile déjà le rôle central que jouera la technocratie dans le progrès de la construction européenne. P. De Groote, qui avait rédigé une étude sur l'organisation des transports intérieurs pour la Société